

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 JUIN 1921.

Projet de loi

relevant le droit de timbre établi sur les permis de port d'armes de chasse
et instituant un permis de tanderie aux oiseaux (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. MATHIEU.

MESSIEURS,

Votre Commission a estimé qu'il y avait lieu de faire la distinction entre le plaisir de luxe et le délassement modeste que peut à la fois constituer la chasse.

C'est pourquoi elle vous propose la création de deux espèces de permis de port d'armes de chasse : le permis général et le permis local.

Le permis général serait valable sur toute l'étendue du territoire. C'est celui auquel devraient recourir les personnes qui pratiquent, dans des régions différentes, les divers genres de chasse : en plaine, au bois, au marais ou au gros gibier, ou dont les territoires de chasse sont à ce point étendus qu'ils débordent les limites prévues pour le permis local.

La chasse, ainsi pratiquée, est évidemment une manifestation de luxe et un indice de richesse. Aussi, considérant le caractère fiscal du permis, n'est-il nullement exagéré d'en porter le droit de timbre à trois cents francs.

Mais il est, dans le luxe, différents degrés.

Votre Commission avait envisagé de proportionner le coût du permis de chasse à l'étendue des territoires sur lesquels le porteur était titulaire du droit de chasse. Elle y a renoncé pour ce motif que toutes les parties du pays ne sont pas également giboyeuses, et que certaines régions seraient lésées.

(1) Projet de loi, n° 273.

(2) La Commission était composée de MM. Colleaux, de Selys-Longchamps, Mathieu, Ozeray et Poncelet.

Il lui a paru qu'un criterium plus précis pouvait être fourni par le nombre de gardes assermentés que les propriétaires de chasse ont à leur service. L'exposé des motifs du projet de loi constate que « le nombre des gardes particuliers diminuera par suite des traitements excessifs qu'ils exigent ». Il faut en déduire que celui-là fait œuvre de luxe caractérisée en persistant néanmoins à assumer, à la garde de ses plaisirs, les services d'un personnel aussi coûteux.

C'est la raison pour laquelle votre Commission vous propose de frapper d'une taxe majorée le chasseur qui a plusieurs gardes à son service. L'assermentement comportant l'indication du maître, la fraude serait facilement relevée par les commissariats d'arrondissement.

Il est juste, d'autre part, d'indemniser contre toute majoration de taxe les chasseurs qui n'ont à leur service qu'un seul garde. L'organisation traditionnelle de la chasse, chez nous, implique le gardiennat. Et la plupart des chasseurs modestes y satisfont en faisant assermenter quelque tâcheron pour lequel sa fonction de garde n'est que l'accessoire.

Le permis local ne serait valable que dans un périmètre de vingt kilomètres des limites d'une commune déterminée.

La création de ce permis se justifie à plusieurs points de vue.

Il serait injuste, d'abord, de frapper d'une manière égale le chasseur que sa fortune ou ses relations amènent à s'adonner à son plaisir dans tous les coins du pays, et le petit chasseur qui n'a d'autre ambition que de se délasser ou de satisfaire à sa passion sur un coin de terre habituel.

En second lieu, l'uniformisation à trois cents francs du coût du port d'armes aurait pour conséquence de le rendre inaccessible à de nombreux citoyens qui, impuissants à refréner leur instinct, seraient inévitablement poussés au braconnage.

Enfin, le nombre des permis de port d'armes délivrés en 1920 — 22,365 — indique qu'il existe en Belgique une très grande quantité de petits chasseurs. Il est à craindre que l'élévation du coût du permis ne crée parmi eux un déchet dont le Trésor aurait à souffrir.

*
* *

L'institution du permis local rend inutiles les dispositions de l'article 2 du projet du Gouvernement.

Au reste, il ne semble pas que les raisons de politesse invoquées à son appui soient suffisantes pour faire conférer à des étrangers un privilège qu'un citoyen belge ne pourrait obtenir sur son propre territoire.

*
* *

A l'unanimité, votre Commission a approuvé la création du permis de tenderie au filet, mais s'est prononcée contre le permis de tenderie aux lacets.

En élevant à 100 francs le droit de timbre sur le premier, elle a pour but

de renforcer la protection accordée aux oiseaux, selon le vœu de la Convention internationale du 19 mars 1902, à laquelle la Belgique a adhéré.

Il est difficile, en outre, d'admettre que l'oiseleur qui tend ses filets tous les jours exerce un « mode de chasse ». C'est en réalité à un métier, à une réelle exploitation qu'il se livre.

Quant à la tenderie aux grives, il est rare qu'elle soit chez nous un luxe ou une exploitation bien graves. Certains membres de la Commission prétendent même qu'elle n'est souvent qu'un plaisir familial.

La distinction entre les tenderies de moins ou de plus de 1,000 lacets rencontrerait, au surplus, dans la pratique, des difficultés d'ordre matériel. Voit-on les forestiers parcourant les coulées et les sentes, afin de compter les lacets ?

C'est un souci qu'il faut leur épargner, d'autant plus que leur tâche se compliquerait de la distinction que l'on peut déduire de la loi de 1882 elle-même, entre un lacet tendu et un lacet détendu.

* * *

La Commission a saisi l'occasion qui lui est offerte par la discussion du présent projet de loi pour vous proposer la suppression des canardières. C'est la portée de l'article 3 du texte proposé par la Commission.

On entend par canardières des installations établies sur des étendues de terrain assez vastes, et se composant de mares artificielles ou de canaux, sur lesquels on entretient des canards domestiqués, dans le but d'y attirer les canards sauvages et de les amener dans des filets préparés pour les prendre.

Ces canardières, qui sont heureusement peu nombreuses en Belgique (7), détruisent pourtant, chaque année, des milliers de canards.

Ce sont des entreprises déguisées, qui n'ont rien de commun avec la chasse, hormis qu'elles vont à l'encontre de l'intérêt primordial de sa réglementation, à savoir la protection du gibier.

Dans le rapport de la Commission de l'Intérieur du Sénat sur le projet de loi qui est devenu la loi du 28 février 1882, on peut lire :

« L'existence des canardières est en opposition directe avec l'économie du projet de loi, et méconnaît un des intérêts dont le législateur a le devoir de s'inquiéter : la conservation du gibier et la protection à assurer à sa reproduction... »

« ... Il est admissible que, prise de scrupules pour des établissements créés depuis longtemps et à grands frais, nous devons le reconnaître, la Chambre des Représentants n'ait pas cru devoir se rallier à la proposition du Gouvernement de les supprimer incontinent. Mais votre Commission engage l'honorable Ministre de l'Intérieur à s'emparer de l'idée émise par un membre de la Chambre et, dans un délai plus ou moins rapproché, à proposer un projet de loi en vue d'obtenir une suppression vivement désirée. »

Depuis 1882, le vœu du législateur est demeuré inexaucé. L'occasion

s'offre de le réaliser. Et il importe d'autant plus de ne pas la différer que l'augmentation du nombre des chasseurs appelle une protection plus grande du gibier.

Le Rapporteur,

JULIUS MATHIEU.

- Le Président,

S. COLLEAUX.

Texte proposé par la Commission

ARTICLE PREMIER.

Le droit de timbre de cent francs, établi par l'article 14 de la loi du 24 octobre 1919, sur les permis de port d'armes de chasse et les permis de chasse au lévrier, est porté à trois cents francs à partir du 1^{er} juillet 1921.

Il est porté à six cents francs lorsque le titulaire du permis a deux gardes particuliers assermentés à son nom à son service, et est majoré de trois cents francs par garde assermenté supplémentaire.

Ces permis, dits permis généraux, sont valables sur toute l'étendue du territoire.

Il est créé un permis de port d'armes de chasse et un permis de chasse au lévrier, dits permis locaux, pour lesquels le droit de timbre est fixé à cent francs, valables dans un rayon de vingt kilomètres du périmètre d'une commune déterminée.

Le montant de la taxe provinciale sur l'une ou l'autre espèce de permis ne pourra être supérieur à 10 p. c.

ART. 2 (1).

Le Gouvernement instituera, par un règlement d'administration générale

(1) L'article 2 du projet du Gouvernement est supprimé.

Tekst voorgesteld door de Commissie.

EERSTE ARTIKEL.

Het zegelrecht van honderd frank, bij artikel 14 der wet van 24 October 1919 gesteld op de verlofbrieven tot het dragen van jachtwapens en op de verlofbrieven tot het jagen met den hazenwind, wordt op driehonderd frank gebracht vanaf 1 Juli 1921.

Het wordt gebracht tot op zeshonderd frank, wanneer de honder van den verlofbrief twee bijzondere op zijn naam beëdigde wachters in dienst heeft, en wordt verhoogd met driehonderd frank voor elken beëdigden wachter meer.

Deze verlofbrieven, genaamd algemeene verlofbrieven, zijn geldig op het geheele grondgebied.

Zoogenaamde plaatselijke verlofbrieven, namelijk een verlofbrief tot het dragen van jachtwapens en een verlofbrief tot het jagen met den hazenwind, worden ingevoerd; het zegelrecht daarvan is bepaald op honderd frank en zij zijn geldig binnen een kring van twintig kilometers vanaf de omgrenzing eener bepaalde gemeente.

Het bedrag der provinciale belasting op elk soort verlofbrief mag niet 10 t. h. overschrijden.

ART. 2 (1).

De Regeering zal door een reglement van algemeen bestuur vast-

(1) Artikel 2 van het ontwerp der Regeering wordt weggelaten.

rale pris en exécution de l'article 31 de la loi sur la chasse, un permis de tenderie au filet.

Ce permis, valable pour l'année au cours de laquelle il est délivré, est personnel et frappé d'un droit de timbre au profit de l'État, fixé à cent francs par filet.

Ce droit est réduit à vingt francs pour les personnes qui ne pratiquent la tenderie que les dimanches et les jours de fête légale.

Ce règlement d'administration générale fixera le mode, la forme et les conditions de délivrance du permis.

Les infractions aux dispositions du présent article seront punies d'une amende de 100 francs. Les juges prononceront en outre la confiscation des engins ayant servi à commettre l'infraction.

Il n'est rien modifié aux taxes existantes établies par certaines provinces et communes.

ART. 3 (1).

Le paragraphe 1^o de l'article 9 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse est supprimé.

(1) Article nouveau.

gesteld ter uitvoering van artikel 31 der jachtwet, een verlofbrief voor het vogelvangen met netten invoeren.

Deze verlofbrief, geldig voor het jaar, in den loop waarvan hij wordt afgeleverd, is persoonlijk en wordt belast met een zegelrecht ten bate van Staat, bepaald op honderd frank per net.

Dit recht wordt verminderd tot twintig frank voor de personen, die slechts op Zondagen en op wettelijke feestdagen tot het vogelvangen overgaan.

De wijze, de vorm en de voorwaarden van aflevering van den verlofbrief worden door dit reglement van algemeen bestuur bepaald.

De overtredingen der bepalingen van onderhavig artikel worden gestraft met een boete van honderd frank. Bovendien worden de toestellen, waarvan gebruik werd gemaakt tot het plegen der overtreding, verbuurdverklaard door de rechters.

De bestaande belastingen, door sommige provinciën en gemeenten gesteld, worden niet gewijzigd.

ART. 3 (1).

Lid 1 van artikel 9 der jachtwet van 28 Februari 1882 wordt ingetrokken.

(1) Nieuw artikel.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 JUNI 1921.

Wetsontwerp

tot verhooging van het zegelrecht, gesteld op de verlofbrieven voor het dragen van jachtwapens, en tot invoering van een verlofbrief voor het vogelvangen met netten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MATHIEU.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie was van gevoelen dat een onderscheid diende te worden gemaakt tusschen het weeldegenot en de eenvoudige uitspanning, welke de jacht beide verschaffen kan.

Om die reden stelt zij u voor, twee soorten verlofbrieven tot het dragen van jachtwapens in te voeren : den algemeenen verlofbrief en den plaatselijken verlofbrief.

De algemeene verlofbrief zou geldig zijn op het geheele grondgebied en zou dienen voor de personen die zich, in de verschillende streken, toeleggen op de verschillende soorten van jacht : op de vlakte, in het bosch, in de moerassen of op het grofwild, of wier jachtgebied zoo uitgestrekt is dat het buiten de grenzen gaat, welke voor den plaatselijken verlofbrief zijn voorzien.

De aldus gehouden jacht is klaarblijkelijk eene uiting van weelde en een teeken van rijkdom. Met het oog op den fiscaal aard van den verlofbrief is het dus geenszins overdreven, het zegelrecht er van te brengen tot op driehonderd frank.

Doch in de weelde bestaan onderscheidene trappen.

Uwe Commissie had gemeend den prijs van den verlofbrief te bepalen naar evenredigheid van de uitgestrektheid van het grondgebied, waarvoor

(1) Wetsontwerp, n^o 273.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Colleaux, de Selys-Longchamps, Mathieu, Ozéray en Poncelet.

de houder jachtrecht heeft. Zij heeft daarvan afgezien, omdat al de streken des lands niet even rijk aan wild zijn en bijgevolg sommige gewesten zouden benadeeld worden.

Het kwam haar voor, dat een meer nauwkeurige grondslag te vinden was in het getal beëdigde wachters, die de jachteigenaars in dienst hebben. De Memorie van Toelichting van het wetsontwerp wijst er op, dat « het aantal bijzondere wachters zal verminderen wegens de buitensporige loonen die zij eischen ». Daarmit moet men besluiten dat hij, die niettemin voor zijne uitspanning de diensten van zulk kostelijk personeel behoudt, een niet te betwisten weelde voert.

Om die reden stelt uwe Commissie u voor, eene hoogere belasting te heffen van den jager die verscheidene jachtwachters in dienst heeft. Daar in de beëdigingsakte de eigenaar der jacht wordt aangewezen, zou het bedrog in de arrondissementscommissariaten gemakkelijk vastgesteld worden.

Anderdeels is het billijk, de jagers, die slechts één wachter in dienst hebben, van elke verhooging van belasting vrij te stellen. Zooals de jacht te onzent vanouds is geregeld, treden er altijd wachters op. En meest al de jagers van minderen stand voldoen daaraan door dezen of genen daglooner, voor wien de dienst van jachtwachter slechts eene bijzaak is, te doen beëdigen.

De plaatselijke verlofbrief zou slechts geldig zijn binnen een kring van twintig kilometer vanaf de omgrenzing eener bepaalde gemeente.

De invoering van dezen verlofbrief wordt in menig opzicht gerechvaardigd.

Het zou vooreerst onbillijk zijn, eene even zware belasting te heffen van den jager die, door zijn vermogen of zijne betrekkingen, het jachtgenot hebben kan in al de streken des lands, en van den eenvoudiger-jager die geene andere verzuchting heeft dan wat uitspanning te genieten of zijn jagersdrift te voldoen op het gewoon hoekje grond.

Verder zou de gelijkelijke bepaling, op driehonderd frank, van de belasting op het dragen van jachtwapens ten gevolge hebben, dat de verlofbrief niet zou kunnen verkregen worden tal van burgers die, hun jagersdrift niet kunnende bedwingen, onvermijdelijk wildstroopers zouden worden.

Ten slotte blijkt uit het in 1920 afgeleverd getal verlofbrieven tot het dragen van jachtwapens — 22,363 —, dat het getal kleine jagers in België zeer groot is. Het is te vreezen dat de prijsverhooging van den verlofbrief dit getal verminderen doet, en wel ten nadeele van 's Rijks Schatkist.

*
**

Het invoeren van den plaatselijken jachtbrief maakt de bepalingen van artikel 2 van het Regeeringsontwerp nutteloos.

Overigens, de redenen van hoffelijkheid, tot staying aangehaald, blijken niet voldoende om aan vreemdelingen een voorrecht te verleenen, dat geen enkel Belgisch burger op zijn eigen grond zou kunnen bekomen.

*
**

Het invoeren van een verlofbrief voor het vogelvangen met netten werd door uwe Commissie eenparig goedgekeurd, maar zij verklaarde zich tegen het vogelvangen met stroppen.

Door het zegelrecht op eerstgenoemde te brengen tot op 100 frank, beoogt zij eene doelmatigere bescherming van de vogels, volgens den wensch der Internationale Overeenkomst van 19 Maart 1902, waarbij België zich aangesloten heeft.

Het is bovendien moeilijk aan te nemen dat de vogelvanger, die elken dag zijn netten spant, eene « soort jacht » uitoefent. Werkelijk oefent hij een beroep, een bedrijf uit.

Wat het lijstervangen betreft, het komt in ons land zelden voor, dat dit als weelde gedaan wordt en eenigen omvang heeft. Eenige leden van de Commissie beweren zelfs dat het meestal slechts een huiselijk vermaak is.

Het onderscheid tusschen het vogelvangen met minder of met meer dan 1.000 stroppen stoot in de praktijk op moeilijkheden van stoffelijken aard. Ziet ge de boschwachters de dwaalwegen en paden afloopen om de stroppen te tellen?

Men moet hun die zorg niet opleggen, des te meer daar hun werk nog meer ingewikkeld zou worden door het onderscheid, dat men kan afleiden uit de wet van 1882 zelf, tusschen een gespannen strik en een lossen strik.

* * *

De Commissie maakt gebruik van de gelegenheid, die haar door de behandeling van dit wetsontwerp geboden wordt, om u voor te stellen de « eendenpoelen » af te schaffen. Dat is de bedoeling van artikel 3 van den tekst der Commissie.

Onder « eendenpoel » verstaat men een aanleg over eene tamelijk ruime vlakte, met kunstmatige kuilen of waterloopen, waarop men tamme eenden onderhoudt om er de wilde eenden naartoe te lokken en ze zoo te vangen in de daartoe bereide netten.

Deze eendenpoelen, die gelukkig niet zeer talrijk zijn in België (7), vernielen toch jaarlijks duizenden eenden.

Het zijn verdoken ondernemingen, die met de jacht niets gemeens hebben, behalve dat zij ingaan tegen het hoofdbelang zelf van de jachtregeling, namelijk de bescherming van het wild.

In het verslag van de Commissie voor Binnenlandsche Zaken in den Senaat over het wetsontwerp, dat de wet is geworden van 28 Februari 1882, kan men lezen :

« Het bestaan van de eendenpoelen is rechtstreeks in strijd met de grond-
» beginselen der wet en is eene miskenning van de belangen, die de wet-
» gever tot plicht heeft te vrijwaren : het wild behouden en de voortzetting
» beschermen...

» ... Het is te begrijpen dat de Kamer der Volksvertegenwoordigers,
» rekening houdend met het lang bestaan en de groote aanlegkosten van
» sommige ondernemingen, geoordeeld heeft zich niet te kunnen aansluiten

» bij het voorstel van de Regeering, ze ineens af te schaffen. Doch uwe Com-
» missie zet den achtbaren Minister van Binnenlandsche Zaken aan,
» die gedachte, door een lid van de Kamer opgeworpen, niet te laten varen
» en binnen afzienbaren tijd een wetsontwerp in te dienen om die zoo
» gewenschte opheffing te bekomen. »

Sedert 1882 is die wensch van den wetgever onuitgevoerd gebleven. De
gelegenheid biedt zich thans aan, daaraan gevolg te geven. En men moet
des te meer vermijden dit nog uit te stellen, daar de toeneming van het getal
jagers een strengere bescherming van het wild vergt.

De Verslaggever,

JULES MATHIEU.

De Voorzitter,

S. COLLEAUX.

